



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the Access to Information Act 2024-2025

Rapport annuel concernant la Loi sur l'accès à l'information 2024-2025



Canada 

ISSN ISSN 2563-3090

Key title: Annual report on the *Access to Information Act* 2024-2025 (Canada Energy Regulator)

[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2024-2025

© His Majesty the King in Right of Canada as represented by the Canada Energy Regulator 2025

GoC Cat. NE2-26/1-PDF

This report is published in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

For further information, please contact :
Canada Energy Regulator
517 Tenth Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Fax: 403-292-5503
Phone: 403-292-4800
1-800-899-1265
Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN ISSN 2563-3090

Titre principal : Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2024-2025 (Régie de l'énergie du Canada)

[Document bilingue]

Autre titre : Annual report on the *Access to Information Act* 2024-2025 (Canada Energy Regulator)

© 2025 Sa Majesté le Roi du Chef du Canada représenté par la Régie de l'énergie du Canada

GC, cat. NE2-26/1-PDF

Ce rapport est publié séparément dans les deux langues officielles. On peut obtenir cette publication sur supports multiples, sur demande.

Pour plus de renseignements, veuillez écrire à :
Régie de l'énergie du Canada
517, Huitième Avenue S.-O.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Télécopieur : 403-292-5503
Téléphone : 403-292-4800
Sans frais : 1-800-899-1265
Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2024-2025

About the Canada Energy Regulator

The Canada Energy Regulator (CER) regulates interprovincial and international pipelines and powerlines, offshore renewable energy projects, oil and natural gas operations in frontier areas, and energy trade. The CER's mission is regulating infrastructure in a way that prevents harm and ensures the safe, reliable, competitive and environmentally sustainable delivery of energy to Canada and the world. We recognize and respect the inherent and constitutionally protected rights of First Nations, Inuit and Métis. We provide energy information and analysis that informs and supports Canada's transition towards a net zero future. The Minister of Energy and Natural Resources is responsible for this organization.

For more information about the CER please visit our [website](#).

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2024-2025

Au sujet de la Régie de l'énergie du Canada

La Régie de l'énergie du Canada (Régie) réglemente les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières ou gazières sur les terres domaniales et le commerce de l'énergie. Sa mission consiste à assurer une réglementation qui prévient les préjudices et fait en sorte que l'énergie soit acheminée de manière sécuritaire, fiable, concurrentielle et durable sur le plan de l'environnement partout au Canada et ailleurs dans le monde. Elle reconnaît et respecte les droits inhérents et protégés par la Constitution des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Elle fournit de l'information ainsi que des analyses pertinentes en matière d'énergie pour expliquer et soutenir la transition du Canada vers un avenir carboneutre. Elle relève du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Pour un complément d'information sur la Régie, prière de consulter son [site Web](#).

The Access to Information Act

The *Access to Information Act* (the Act) gives the Canadian public a right to access information contained in federal government records, subject to certain specific and limited exceptions. In accordance with section 94 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. This report describes how the CER fulfilled its access to information responsibilities during the fiscal year 2024-2025. The CER does not have any non-operational subsidiaries during this reporting period.

The CER is subject to the *Services Fees Act* with respect to fees collected under the *Access to Information Act* and this Annual Report for fiscal year 2024-2025 is prepared and tabled in accordance with section 20 of the *Services Fees Act*. The Annual Reports are then submitted and tabled to Parliament.

Organizational Structure

Access to information requests at the CER are processed by the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, which is part of the Open Government Team. The Open Government Team reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, who is the primary delegated ATIP Coordinator. As of the end of 2024-2025, the CER had four full-time ATIP Officers who allocated their time to activities related to the Act.

The CER was not party to any service agreements under section 96 of the *Access to Information Act* during the reporting period.

Loi sur l'accès à l'information

La *Loi sur l'accès à l'information* accorde au public canadien un droit d'accès à l'information contenue dans les documents du gouvernement fédéral, sous réserve de certaines exceptions particulières et limitées. Conformément à l'article 94 de cette loi, le responsable de chaque institution fédérale établit chaque année un rapport sur l'administration de la loi après la clôture de chaque exercice. Le présent rapport décrit la manière dont la Régie s'est acquittée de ses responsabilités en matière d'accès à l'information durant l'exercice 2024-2025. La Régie n'avait pas de filiale non opérationnelle pendant la période visée.

Parce qu'elle est assujettie à la *Loi sur les frais de service* pour ce qui est des frais exigibles en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, la Régie a préparé le présent rapport annuel, et elle le déposera, conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*. Il sera ensuite déposé devant le Parlement.

Structure organisationnelle

Les demandes d'accès à l'information présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP »), qui est rattaché à l'équipe du gouvernement ouvert. Ce bureau relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, agissant à titre de coordonnateur principal délégué de l'AIPRP. À la fin de l'exercice 2024-2025, la Régie comptait quatre agents d'AIPRP à temps plein, se consacrant aux activités liées à la Loi.

Pendant la période visée par le rapport, la Régie n'était partie à aucune entente de services aux termes de l'article 96 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

The CER's Act responsibilities including part 2 Proactive Publication Requirements are overseen based on area of responsibility. The Vice President (VP) Chief of Staff coordinates the proactive disclosure of all deputy head briefing materials, memoranda, reports tabled in Parliament and committee appearance materials. The VP Performance and Results is responsible for the proactive publication of travel and hospitality expenses as well as contracts over \$10,000. The VP Communications and Engagement oversees the proactive publication of all Grants and Contributions over \$25,000. The timely reporting completion is tracked monthly by the Open Government team and overseen by the VP Data and Information Management.

Delegation Order

The CER Act designates the CER Chief Executive Officer (CEO) with the authority to exercise the powers, duties, and functions of the Act. The CEO has historically subdelegated this authority. The ATIP team reports to the VP Data and Information Management to whom the CER CEO's authority under the Act has been delegated.

La supervision des responsabilités au titre de cette loi, notamment celles qui sont liées à la partie 2 (publication proactive de renseignements) est assurée en fonction du domaine. Ainsi, la vice-présidente et chef du personnel coordonne la divulgation proactive de toute la documentation de l'administratrice générale, qu'il s'agisse de documents d'information, de notes de service, de rapports au Parlement ou encore du matériel relatif aux comparutions devant un comité. La vice-présidente du rendement et des résultats a la responsabilité de publier proactivement les frais de voyage et d'accueil, de même que les contrats de plus de 10 000 \$. La vice-présidente des communications et de la mobilisation assure une surveillance de la publication proactive de toutes les subventions et contributions de plus de 25 000 \$, Le traitement des demandes dans les délais prescrits fait l'objet d'un suivi par l'équipe responsable du gouvernement ouvert et d'une supervision par le vice-président de la gestion des données et de l'information.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

La *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* confère à la présidente-directrice générale l'autorité nécessaire pour exercer les pouvoirs et les attributions prévus dans la Loi. De tout temps, la présidente-directrice générale a délégué ces pouvoirs. L'équipe de l'AIPRP relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, à qui sont délégués les pouvoirs de la présidente-directrice générale en vertu de la Loi.

The delegation did not change from the previous reporting year. Under the current order, four Executive positions have been delegated full authority under the Act. They are the VP, Data and Information Management (primary ATIP Coordinator), the VP, People and Workforce, VP Secretary of the Commission and VP Communications and Engagement (alternate ATIP Coordinators). The Director of Open Government has also been delegated full authority (last resort ATIP Coordinator). The Group Leader ATIP has limited authorization under section 9. From an operational standpoint, granting these authorities to six individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See Annex B for a copy of the delegation order.

Performance 2024-2025

In 2024-2025, the CER received 16 requests under the Act. This is more than a 300% decrease over the number of requests received in the previous reporting period.

The CER achieved a compliance rating of 76% for completed Access to Information requests closed within the legislated timeframe in 2024-2025, which is lower than the previous year. The CER's ATIP Office will continue to strive for both improved compliance rates and the quality of information released.

La délégation des pouvoirs n'a pas changé depuis l'exercice précédent. Aux termes de l'ordonnance actuellement en vigueur, les pouvoirs conférés par la *Loi sur l'accès à l'information* ont été délégués à quatre cadres supérieurs, soit le vice-président de la gestion des données et de l'information (coordonnateur principal de l'AIPRP), la vice-présidente du soutien au personnel et aux effectifs, la vice-présidente et secrétaire de la Commission et la vice-présidente des communications et de la mobilisation (coordonnateurs auxiliaires de l'AIPRP). La directrice du gouvernement ouvert s'est également vu conférer de pleins pouvoirs à titre de coordonnatrice de dernier recours de l'AIPRP. Le chef du groupe de l'AIPRP possède un pouvoir d'autorisation limité en vertu de l'article 9. Sur le plan opérationnel, la délégation des pouvoirs à six personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

Une copie de l'ordonnance de délégation de pouvoirs se trouve à l'annexe B.

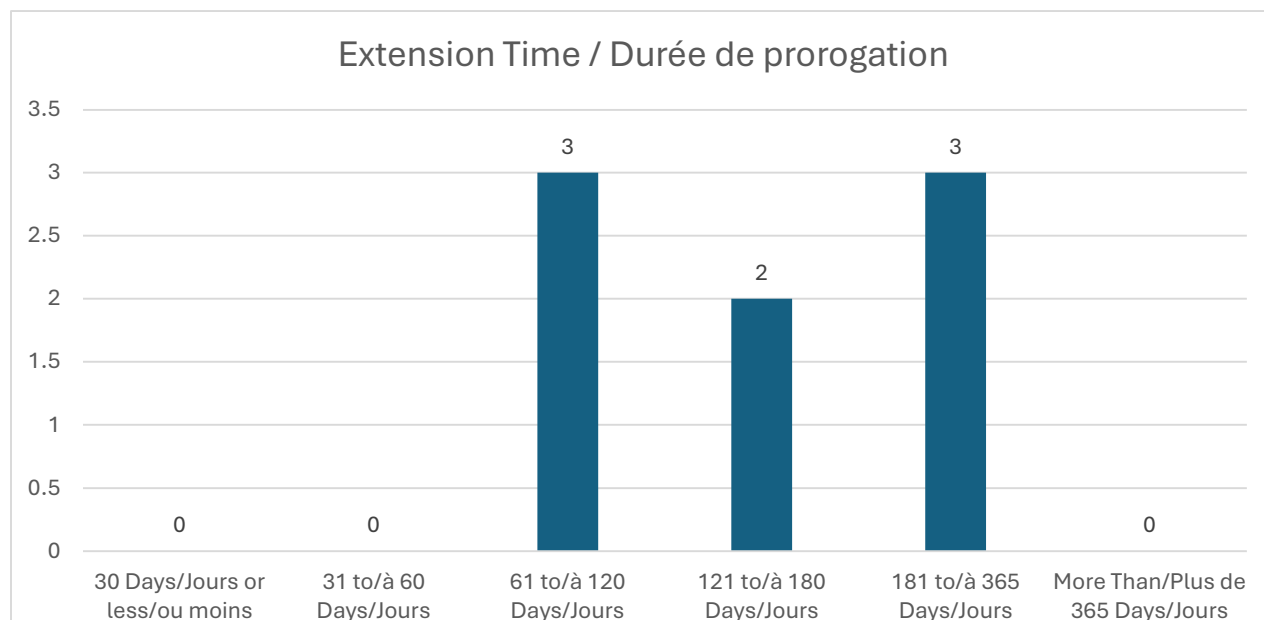
Rendement pour 2024-2025

En 2024-2025, la Régie a reçu 16 demandes au titre de la *Loi sur l'accès à l'information*, une baisse de plus de 300 % par rapport à l'exercice précédent.

Durant l'exercice, la Régie a traité 76 % des demandes reçues dans les délais prescrits, un pourcentage inférieur à celui de l'exercice précédent. Le bureau de l'AIPRP de la Régie continuera de s'efforcer d'améliorer son taux de conformité et la qualité de l'information transmise.

In late 2024-2025, the CER began transitioning to the new ATIPXpress® software, which should improve process efficiencies in future years.

Vers la fin de l'exercice 2024-2025, la Régie a commencé à migrer vers un nouveau logiciel appelé ATIPXpress®, qui devrait favoriser l'efficacité du processus dans les années à venir.



Section 9 of the Act permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2024-2025, the CER invoked extensions on 8 occasions, or on about 47% of closed files, a slight increase compared to 43% in the previous year. In 2 cases, an extension was required to conduct third-party notifications, and in 2 other cases it was required for consultation. The last 4 cases the extension was invoked since the large volume of records made it impossible to meet the original timelines without interfering with CER operations.

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* permet de proroger un délai prescrit dans certaines circonstances. En 2024-2025, la Régie a demandé une prorogation du délai à huit occasions, soit pour environ 47 % des dossiers traités, une légère hausse comparativement à 43 % l'exercice précédent. Dans deux cas, une prorogation était nécessaire pour aviser des tiers et, dans deux autres, pour consulter. Dans les quatre derniers cas, le délai a été prorogé en raison du grand nombre de documents demandés et parce que le respect du délai normal aurait entravé les activités de la Régie.

The CER also received and completed 65 new informal requests during the reporting period, a slight increase from 61 informal requests received in the previous reporting period. All 65 informal requests were previously released packages under the Act identified on the “Completed Access to Information Requests” posted on Canada’s Open Government site.

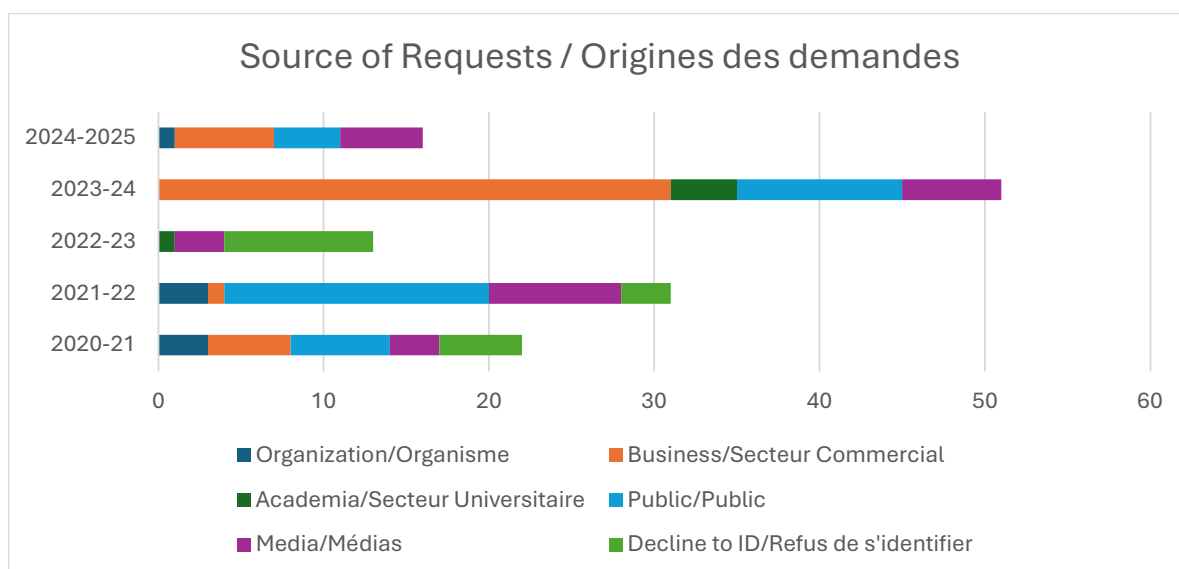
For requests closed during the reporting period, the CER processed 3,525 pages and disclosed 2,921 pages to requesters. This represents a decrease from the number of pages processed last fiscal year. This smaller number of processed pages is a direct result of the ATIP Office human resources challenges.

Other federal government agencies and departments also consulted the CER on 14 occasions on which the records under their control related to CER activities. The CER processed 315 pages for these consultations.

La Régie a par ailleurs reçu et traité 65 nouvelles demandes non officielles pendant la période visée par le rapport, ce qui correspond à une légère hausse comparativement aux 61 reçues pendant la période précédente. Toutes les nouvelles demandes non officielles concernaient des documents publiés précédemment conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*, dans la section Demandes d'accès à l'information complétées du site Web du gouvernement ouvert.

Pour ce qui est des dossiers fermés pendant la période visée, la Régie a examiné 3 525 pages et en a communiquées 2 921 aux demandeurs. Il s'agit d'une diminution par rapport au nombre de pages traitées durant l'exercice précédent. La diminution du nombre de pages traitées est directement attribuable aux défis liés aux ressources humaines auxquels le bureau de l'AIPRP est confronté.

La Régie a été consultée à 14 reprises par d'autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers en lien avec ses activités. Elle a traité 315 pages pour ces consultations.



The CER observed that the most frequent types of requesters in 2024-2025 were from business (37.5%), the media (31%), followed by the public (25%).

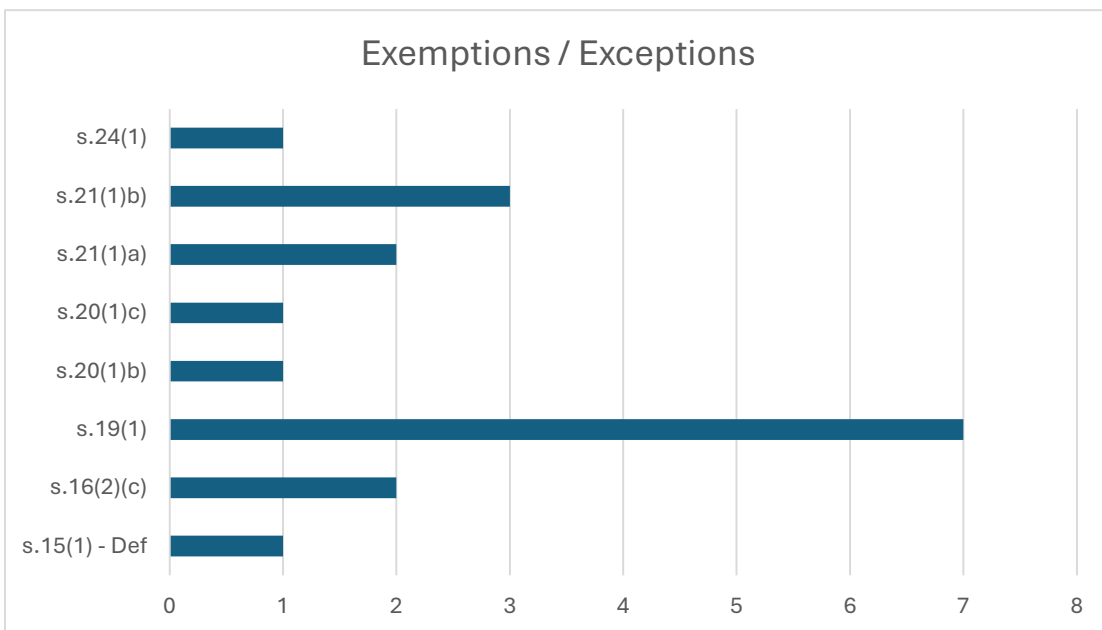
In 2024-2025, the CER closed 17 requests and there were two active complaints one received during this reporting period and one outstanding from 2023-2024. At the end of this reporting period there remained 33 active requests carried over, six received in 2024-2025 four still within legislated timelines and two beyond legislated timelines. Of the 27 remaining active requests two were from 2019-2020, one each from 2021-2022 and 2022-2023 and 23 from the previous 2023-2024 reporting period.

Of the 17 requests closed during the reporting period, records for 12% were fully disclosed, 53% disclosed in part, and 35% no records existed. There were no requests for which relevant records were exempted in their entirety. Three files were completed within 1-15 days, five each completed within 16-30 days and 61-120 days, three more within 181-365 days and one completed more than 365 days.

Pendant l'exercice 2024-2025, la Régie a constaté que les demandes les plus courantes provenaient du secteur commercial (37,5 %), des médias (31 %) et du public (25 %).

En 2024-2025, la Régie a traité 17 dossiers et a géré deux plaintes actives (l'une déposée pendant la période visée aux présentes et l'autre reportée de l'exercice précédent). À la fin de la période visée par le rapport, 33 demandes actives ont été reportées à l'exercice suivant, dont six reçues en 2024-2025 (le délai de quatre de ces demandes n'était pas encore expiré, mais celui des deux autres l'était). La répartition des 27 autres demandes actives reçues au cours d'une période précédente s'établit comme suit : 2019-2020, deux; 2021-2022, une; 2022-2023, une; 2023-2024, 23.

Des 17 dossiers fermés pendant la période de rapport visée, tous les documents demandés ont été transmis dans 12 % des cas, ils n'ont été communiqués qu'en partie dans 53 % des cas et ils n'existaient pas dans 35 % des cas. Dans aucun cas, les documents recherchés ont été complètement exemptés. Trois dossiers ont été fermés en 1 à 15 jours, cinq en 16 à 30 jours, cinq en 61 à 120 jours, trois en 181 à 365 jours et un en plus de 365 jours.



Most of the exemptions invoked by the CER in 2024-2025 fell under subsection 19(1) of the Act, which protects personal information; paragraph 21(1)(b), which protects the deliberation process of public servants; paragraph 21(1)(a), which protects advice and recommendations; section 16(2)(c), which protects lawful investigations.

During 2024-2025 most work was completed remotely with minimal disruption. Processing times continued to be hindered by outdated ATIP redaction and case management software. The newly purchased ATIPXpress® software roll-out experienced delays due to resources and a change in direction to participate in software as a service. The new software will avoid duplication and improve processing times and more robustly capture ATIP statistics for monthly and annual reporting.

See Annex A for further statistical information.

Reporting on Access to Information fees for the purposes of the *Service Fees Act*

The *Service Fees Act* requires a responsible authority to report annually to Parliament on the fees collected by the institution.

La plupart des exemptions invoquées par la Régie en 2024-2025 visaient le paragraphe 19(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*, qui protège les renseignements personnels; l'alinéa 21(1)b), qui protège le processus de délibération de fonctionnaires; l'alinéa 21(1)a), qui protège les avis et les recommandations; et l'article 16(1)(c), qui protège les enquêtes licites.

Au cours de l'exercice 2024-2025, la plupart des tâches ont été accomplies à distance avec un minimum de dérangements. La désuétude du logiciel de caviardage et de gestion des dossiers a continué de se répercuter sur les délais de traitement. Le déploiement du nouveau logiciel ATIPXpress® a subi des retards en raison des ressources limitées et de la décision d'opter plutôt pour un logiciel-service. En plus d'éviter les doublons et de réduire les délais de traitement, ce logiciel permettra de compiler de façon plus rigoureuse des statistiques sur l'AIPRP en vue de la production des rapports mensuels et annuels.

L'annexe A renferme davantage de renseignements statistiques.

Déclaration des frais liés à l'accès à l'information aux fins de la *Loi sur les frais de service*

En vertu de la *Loi sur les frais de service*, l'autorité compétente doit déposer chaque année devant le Parlement un rapport sur les frais perçus par l'institution.

Regarding fees collected under the Access to Information Act, the information below is reported in accordance with the requirements of section 20 of the *Service Fees Act*.

- Authority: *Access to Information Act*
- Fee amount: \$5 fee per ATI request
- Total revenue: \$80 in 2024-2025
- Fees waived: \$0 in 2024-2025

In accordance with the Directive on Access to Information Requests, issued on July 13, 2022, and the changes to the *Access to Information Act* that came into force on June 21, 2019, the Canada Energy Regulator waives all fees prescribed by the Act and Regulations, other than the \$5 application fee set out in paragraph 7 of the Regulations.

During 2024-2025, the CER Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$309,204 in salary costs.

Training and Awareness

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office. In 2024-2025, the ATIP Office contracted three targeted training sessions for the Commissioners, Senior Management and ATIP Practitioners. The hybrid work environment and new technologies continued status quo through to March 31, 2025.

During 2024-2025, the CER continued to require that all CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – COR502 course offered by the Canada School of Public Service (CSPS). During this period, 51 CER employees and contractors registered for the course with all completing it successfully.

En ce qui concerne les droits perçus au titre de la Loi sur l'accès à l'information, les renseignements suivants doivent être fournis aux termes de l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

- Source : *Loi sur l'accès à l'information*
- Montant des droits : 5 \$ par demande
- Recettes totales : 80 \$ en 2024-2025
- Droits annulés : 0 \$ en 2024-2025

Conformément à la Directive sur les demandes d'accès à l'information, entrée en vigueur le 13 juillet 2022, et aux modifications apportées à la loi, entrées en vigueur le 21 juin 2019, la Régie renonce à tous les droits prescrits dans la loi et son règlement, à l'exception du droit de 5 \$ prévu à l'article 7 de ce dernier.

Au cours de l'exercice 2024-2025, le bureau de l'AIPRP de la Régie a engagé des coûts de 309 204 \$ en salaires.

Formation et sensibilisation

Le bureau de l'AIPRP de la Régie continue de porter un intérêt particulier à la formation. En 2024-2025, il a conclu un marché visant trois séances de formation ciblée pour les commissaires, la haute direction et les spécialistes. Le milieu de travail hybride et l'adoption de nouvelles technologies se sont poursuivis jusqu'au 31 mars 2025.

En 2024-2025, la Régie a continué d'exiger que tous ses employés et entrepreneurs suivent un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (COR502), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Ainsi, 51 employés et entrepreneurs de la Régie se sont inscrits à ce cours, qu'ils ont tous réussi.

Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Documentation and training materials on the CER ATIP program were updated and made available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat of Canada policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

The CER continued to examine its ATIP Program and all procedures to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests.

The service as a software ATIPXpress® has been acquired and is scheduled to be in place in early 2025-2026, to improve processing times and take advantage of the de-duplication capabilities.

As an organization that values openness and transparency, the CER strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the Act. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La documentation et le matériel de formation du programme de l'AIPRP à la Régie ont été mis à jour et rendus accessibles dans l'intranet de l'organisation, où on trouve aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

La Régie a poursuivi l'examen de ses procédures d'AIPRP dans l'optique de les améliorer et de relever les occasions d'accroître son efficacité dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels.

Le logiciel-service ATIPXpress® a été acquis et devrait être en place au début de 2025-2026 afin d'améliorer les délais de traitement et de tirer parti de l'automatisation de la recherche des doublons.

En tant qu'organisation qui valorise l'ouverture et la transparence, la Régie s'assure que l'information est à la disposition du public sans qu'il soit nécessaire de recourir à la *Loi sur l'accès à l'information*. Comme celle-ci l'exige, les exceptions à l'accès public sont limitées et ciblées.

Proactive Publication under Part 2

The Open Government team works with department officials to fulfill the proactive publication legislative requirements in Part 2 of the *Access to Information Act*. Sections 82 to 84 and 86 to 88 of Part 2 of the Act, stipulate that government entities that support a minister, are required to publish proactively to [Open Canada](#) travel expenses, hospitality expenses, reports tabled in parliament, contracts, grants and contributions, briefing material and expense reports. Within the CER, this responsibility falls to the Performance and Results Business Unit, the Executive Office Business Unit and the Communications and Engagement Business Unit in collaboration with the Open Government Team. Executives within each Business Unit regularly monitor their compliance to ensure the accuracy and completeness of proactively published information.

Publication proactive aux termes de la partie 2

L'équipe responsable du gouvernement ouvert travaille avec les hauts dirigeants de l'organisation pour respecter les exigences relatives à la divulgation proactive prévues par la partie 2 de la *Loi sur l'accès à l'information*. Suivant les articles 82 à 84 et 86 à 88 (partie 2) de cette loi, les entités du secteur public qui soutiennent un ministre sont tenues de publier de manière proactive sur le site du [gouvernement ouvert](#) les dépenses afférentes aux déplacements, les frais d'accueil, les rapports déposés au Parlement, les contrats, les subventions et contributions, les documents d'information et les rapports sur les dépenses. À la Régie, ce sont le bureau de la direction, le secteur du rendement et des résultats et le secteur des communications et de la mobilisation qui assument la responsabilité de la publication proactive, en collaboration avec l'équipe responsable du gouvernement ouvert. Les dirigeants de secteur font un suivi régulier de leur conformité, afin d'assurer l'exactitude et l'exhaustivité des renseignements publiés de manière proactive.

Legislative Requirement /Exigence législative	Section /Article	Publication Timeline /Délai de publication	Institutional Requirement /Exigence de l'institution
All Government Institutions as defined in section 3 of the <i>Access to Information Act</i> /Toutes les institutions fédérales, selon la définition de ce terme donnée à l'article 3 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>			
Travel Expenses Dépenses afférentes aux déplacements	82	Within 30 days after the end of the month of reimbursement Dans les 30 jours suivant la fin du mois au cours duquel les dépenses ont été remboursées	100% completion rate Taux d'achèvement de 100 %
Hospitality Expenses Frais d'accueil	83	Within 30 days after the end of the month of reimbursement Dans les 30 jours suivant la fin du mois au cours duquel les dépenses ont été remboursées	100% completion rate Taux d'achèvement de 100 %
Reports tabled in Parliament Rapports déposés au Parlement	84	Within 30 days after tabling Dans les 30 jours suivant le dépôt	100% completion rate Taux d'achèvement de 100 %
Government entities or Departments, agencies, and other bodies subject to the Act and listed in Schedules I, I.1, or II of the <i>Financial Administration Act</i> Les annexes I, I.1 et II de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> énumèrent les diverses entités du secteur public, soit les ministères et organismes, qui sont assujettis à la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>			
Contracts over \$10,000 Annual Aggregated Total - Contracts \$10K and under Contrats de plus de 10 000 \$ Total global - Contrats de 10 000 \$ et moins	86	Q1-3: Within 30 days after the quarter Q4: Within 60 days after the quarter T1 – 3 : Dans les 30 jours suivant la fin du trimestre T4 : Dans les 60 jours suivant la fin du trimestre	100% completion rate 100% completion rate Taux d'achèvement de 100 % Taux d'achèvement de 100 %

Legislative Requirement /Exigence législative	Section /Article	Publication Timeline /Délai de publication	Institutional Requirement /Exigence de l'institution
Grants & Contributions Subventions et contributions	87	Within 30 days after the quarter Dans les 30 jours suivant la fin du trimestre	100% completion rate Taux d'achèvement de 100 %
Packages of briefing materials prepared for new or incoming deputy heads or equivalent Documents d'information préparés pour un nouvel administrateur général ou une personne à un poste de niveau équivalent	88(a)	Within 120 days after appointment Dans les 120 jours suivant la nomination	No packages prepared Aucune documentation n'a été préparée
Briefing Note Titles and Numbers Titres et numéros des notes d'information	88(b)	Within 30 days after the end of the month received Dans les 30 jours suivant la fin du mois au cours duquel les documents ont été reçus	100% completion rate Taux d'achèvement de 100 %
Packages of briefing materials prepared for a deputy head or equivalent's appearance before a committee of Parliament Documents d'information préparés à l'intention de l'administrateur général ou d'une personne à un poste de niveau équivalent en vue d'une comparution devant un comité parlementaire	88(c)	Within 120 days after appearance Dans les 120 jours suivant la comparution	100% completion rate Taux d'achèvement de 100 %
Service Inventory as part of the Policy on Service and Digital Répertoire de services du GC dans le cadre de la Politique sur les services et le numérique	4.2	November 30 th annually and as needed Le 30 novembre de chaque année et au besoin	100% completion rate Taux d'achèvement de 100 %

Summary of Key Issues and Actions Taken on Complaints

During 2024–2025, there were two new complaints registered with the Office of the Information Commissioner, and none outstanding from the previous reporting period. Neither complaint was closed at the end of this reporting period.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2024-2025.

With implementation of the new ATIPXpress® redaction software coupled with reinvigorated awareness and training on appropriate records management, the ATIP Office anticipates accelerated response and processing times of requests. The AI-enabled software will improve the processing time of relevant documents, resulting in shorter processing timelines. Enhancing the CER's ability to be responsive to requestors with packages that are timely and complete.

The CER's ATIP Officers actively participate in annual ATIP courses including CSPS courses, webinars and Deep Dives offered by the Treasury Board Information and Privacy Policy Department and ATIP practitioner conferences.

Résumé des principaux enjeux et des mesures prises à la suite de plaintes

En 2024-2025, deux plaintes ont été déposées devant le Commissariat à l'information et aucune n'a été reportée de la période précédente. Ni l'un ni l'autre des deux dossiers de plainte n'avait été fermé à la fin de l'exercice.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada durant l'exercice 2024-2025.

Grâce au déploiement du nouveau logiciel de caviardage ATIPXpress® et à une sensibilisation et une formation renouvelées sur la bonne gestion des documents, le bureau de l'AIPRP s'attend à ce que les délais de réponse et de traitement des demandes s'accélèrent. La fonction d'intelligence artificielle du nouveau logiciel améliorera le temps de traitement des documents visés, ce qui raccourcira les délais de traitement et permettra à la Régie de fournir aux demandeurs des ensembles complets de documents, dans les meilleurs délais.

Les agents de l'AIPRP de la Régie participent activement aux cours offerts chaque année dans leur domaine, notamment aux cours de l'École de la fonction publique du Canada, à des webinaires et analyses approfondies du service de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels du Conseil du Trésor, ainsi qu'à des conférences à l'intention des spécialistes de l'AIPRP.

Monitoring Compliance

The Director Open Government meets weekly with the ATIP Team for full case reviews. This includes discussions about technical issues, status/progress updates and the timeliness of processing requests.

These findings are regularly communicated to the ATIP Coordinator. All requests are tracked in a central repository reviewed and updated weekly, as well as shared with the Senior Management Committee.

Monthly statistical reports are provided by the ATIP Team to the Director of Open Government. These statistics are presented to the ATIP Coordinator responsible for the oversight of the ATIP program.

Surveillance de la conformité

La directrice du gouvernement ouvert rencontre chaque semaine l'équipe de l'AIPRP pour passer en revue tous les dossiers. Ces rencontres donnent lieu à des discussions sur des questions techniques, des mises à jour sur l'état d'avancement et la rapidité de traitement des demandes.

Les constats qui s'en dégagent sont communiqués régulièrement au coordonnateur de l'AIPRP. Toutes les demandes font l'objet d'un suivi depuis un dépôt central, sont examinées et mises à jour chaque semaine; le comité de la haute direction est ensuite mis au courant.

L'équipe de l'AIPRP remet des rapports statistiques mensuels à la directrice du gouvernement ouvert. Ces statistiques sont présentées au coordonnateur de l'AIPRP, qui est responsable de la surveillance du programme.

Annex A Statistical Information

Annexe A Renseignements statistiques



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 4/1/2024 to 3/31/2025

Section 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

		Number of Requests
Received during reporting period		16
Outstanding from previous reporting periods		34
• Outstanding from previous reporting period	30	
• Outstanding from more than one reporting period	4	
Total		50
Closed during reporting period		17
Carried over to next reporting period		33
• Carried over within legislated timeline	4	
• Carried over beyond legislated timeline	29	

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	5
Academia	0
Business (private sector)	6
Organization	1
Public	4
Decline to Identify	0
Total	16

1.3 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	15
E-mail	0
Mail	1
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	16

Section 2: Informal Requests

2.1 Number of informal requests

		Number of Requests
Received during reporting period		65
Outstanding from previous reporting periods		1
• Outstanding from previous reporting period	1	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		66
Closed during reporting period		65
Carried over to next reporting period		1

2.2 Channels of informal requests

Source	Number of Requests
Online	65
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	65

2.3 Completion time of informal requests

Completion Time						
0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days
59	6	0	0	0	0	0
Total						65

2.4 Pages released informally

Less Than 100 Pages Released		100-500 Pages Released		501-1000 Pages Released		1001-5000 Pages Released		More Than 5000 Pages Released	
Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5 Pages re-released informally

Less Than 100 Pages Re-released		100-500 Pages Re-released		501-1000 Pages Re-released		1001-5000 Pages Re-released		More Than 5000 Pages Re-released	
Number of Requests	Pages Re-released	Number of Requests	Pages Re-released	Number of Requests	Pages Re-released	Number of Requests	Pages Re-released	Number of Requests	Pages Re-released
50	858	12	3185	0	0	3	4863	0	0

Section 3: Applications to the Information Commissioner on Declining to Act on Requests

	Number of Requests
Outstanding from previous reporting period	0
Sent during reporting period	0
Total	0
Approved by the Information Commissioner during reporting period	0
Declined by the Information Commissioner during reporting period	0
Withdrawn during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

Section 4: Requests Closed During the Reporting Period

4.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	1	0	1	0	2
Disclosed in part	0	3	0	3	0	2	1	9
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	3	2	0	1	0	0	0	6
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	5	0	5	0	3	1	17

4.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	2	18(d)	0	21(1)(a)	2
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	3
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	7	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def.*	1	16.3	0	20(1)(b)	1	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	1
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	1	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)(b)	0	17	0				
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

4.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format of information released

Paper	Electronic			
	E-record	Data set	Video	Audio
0	11	0	0	0
				Other
				0

4.5 Complexity

4.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper, e-record and dataset formats

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
3525	2921	11

4.5.2 Relevant pages processed per request disposition for paper, e-record and dataset formats by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	1	4	0	0	1	529	0	0	0	0
Disclosed in part	6	153	2	612	0	0	1	2227	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7	157	2	612	1	529	1	2227	0	0

4.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

Disposition	Less Than 60 Minutes Processed		60 - 120 Minutes Processed		More than 120 Minutes Processed	
	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

Disposition	Less Than 60 Minutes Processed			60 - 120 Minutes Processed			More than 120 Minutes Processed		
	Number of Requests	Minutes Processed		Number of Requests	Minutes Processed		Number of Requests	Minutes Processed	
All disclosed	0	0		0	0		0	0	
Disclosed in part	0	0		0	0		0	0	
All exempted	0	0		0	0		0	0	
All excluded	0	0		0	0		0	0	
Request abandoned	0	0		0	0		0	0	
Neither confirmed nor denied	0	0		0	0		0	0	
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0		0	0		0	0	
Total	0	0		0	0		0	0	

4.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	6	0	0	6
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	6	0	0	6

4.6 Closed requests

4.6.1 Requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	13
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	76.47058824

4.7 Deemed refusals

4.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason		
	Interference with operations/ Workload	External Consultation	Internal Consultation
4	3	1	0
			0

4.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	1	1	2
61 to 120 days	0	1	1
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	1	1
More than 365 days	0	0	0
Total	1	3	4

4.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5: Extensions

5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	1	0	0	0
Disclosed in part	2	0	2	2
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
No records exist	1	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	4	0	2	2

5.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	1	0	0	2
121 to 180 days	1	0	1	0
181 to 365 days	2	0	1	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	4	0	2	2

Section 6: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived		Fee Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	15	\$75.00	1	\$5.00	0	\$0.00
Other fees	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	15	\$75.00	1	\$5.00	0	\$0.00

Section 7: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

7.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	14	315	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	14	315	0	0
Closed during the reporting period	14	315	0	0
Carried over within negotiated timelines	0	0	0	0
Carried over beyond negotiated timelines	0	0	0	0

Section 8: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

8.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Requests with Privy Council Office

[illegible]

Section 9: Investigations and Reports of finding

9.1 Investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal Representations
2	0	0

9.2 Investigations and Reports of finding

Section 37(1) Initial Reports			Section 37(2) Final Reports		
Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing an intent to issue an order by the Information Commissioner	Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing orders issued by the Information Commissioner
0	0	0	0	0	0

Section 10: Court Action

10.1 Court actions on complaints

Section 41				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Court actions on third party notifications under paragraph 28(1)(b)

Section 44 - under paragraph 28(1)(b)
0

Section 11: Resources Related to the Access to Information Act

11.1 Allocated Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$309,204
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$309,204

11.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	3.500
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	3.500

Note: Enter values to three decimal places.

Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 4/1/2024 au 3/31/2025

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		16
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		34
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	30	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	4	
Total		50
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		17
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		33
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la Loi	4	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la Loi	29	

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	5
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	6
Organisation	1
Public	4
Refus de s'identifier	0
Total	16

1.3 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	15
Courriel	0
Poste	1
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	16

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		65
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport		1
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	1	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		66
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		65
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		1

2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	65
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	65

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement						Total
0 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	
59	6	0	0	0	0	65

2.4 Pages communiquées informellement

[illegible]

2.5 Pages recommandées informellement

Moins de 100 pages recommandées		De 100 à 500 pages recommandées		De 501 à 1 000 pages recommandées		De 1 001 à 5 000 pages recommandées		Plus de 5 000 pages recommandées	
Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées
50	858	12	3 185	0	0	3	4 863	0	0

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

Nombre de demandes	
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Retirées pendant la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

4.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique			
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio
0	11	0	0	0
				Autres
				0

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
3525	2921	11

4.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées			100 à 500 pages traitées			501 à 1 000 pages traitées			1 001 à 5 000 pages traitées			Plus de 5 000 pages traitées		
	Nombre de demandes	Pages traitées		Nombre de demandes	Pages traitées		Nombre de demandes	Pages traitées		Nombre de demandes	Pages traitées		Nombre de demandes	Pages traitées	
Communication totale	1	4		0	0		1	529		0	0		0	0	
Communication partielle	6	153		2	612		0	0		1	2227		0	0	
Exception totale	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
Exclusion totale	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
Demande abandonnée	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
Ni confirmée ni infirmée	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
Total	7	157		2	612		1	529		1	2227		0	0	

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	6	0	0	6
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	6	0	0	6

4.6 Demandes fermées

4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi	13
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%)	76.47058824

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi	Motif principal		
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne
4	3	1	0
			0

4.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prorogation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prorogation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prorogation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	1	1	2
61 à 120 jours	0	1	1
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	1	1
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	1	3	4

4.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	1	0	0	0
Communication partielle	2	0	2	2
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Aucun document n'existe	1	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	4	0	2	2

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	1	0	0	2
121 à 180 jours	1	0	1	0
181 à 365 jours	2	0	1	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	4	0	2	2

Section 6 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés		Frais remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	15	\$75.00	1	\$5.00	0	\$0.00
Autres frais	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	15	\$75.00	1	\$5.00	0	\$0.00

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	14	315	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	14	315	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	14	315	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

7.2 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	0 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	10	1	0	0	0	0	0	11
Communiquer en partie	1	2	0	0	0	0	0	3
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	11	3	0	0	0	0	0	14

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées			De 100 à 500 pages traitées			De 501 à 1 000 pages traitées			De 1 001 à 5 000 pages traitées			Plus de 5 000 pages traitées		
	Nombre de demandes	Pages communiquées		Nombre de demandes	Pages communiquées		Nombre de demandes	Pages communiquées		Nombre de demandes	Pages communiquées		Nombre de demandes	Pages communiquées	
1 à 15	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
16 à 30	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
31 à 60	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
61 à 120	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
121 à 180	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
181 à 365	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
Plus de 365	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
Total	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

9.1 Enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Cessation de l'enquête	Article 33 Présenter des observations
2	0	0

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

Article 37(1) Comptes rendus initiaux			Article 37(2) Comptes rendus finaux		
Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant une intention d'émettre une ordonnance par la Commissaire à l'information	Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information
0	0	0	0	0	0

Section 10 – Recours judiciaire

10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

Article 41			
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)
0	0	0	0
Total			0

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b)
0

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

11.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$309,204
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$309,204

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	3.500
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	3.500

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Supplemental Statistical Report on the Access to Information Act and the Privacy Act

Name of institution:

Canada Energy Regulator

Reporting period:

2024-04-01to2025-03-31

Section 1: Requests Carried Over and Active Complaints Under the Access to Information Act

1.1 Requests carried over to next reporting period, broken down by reporting period received

Reporting Period Requests Carried Over Were Received	Requests Carried Over that are Within Legislated Timelines as of March 31, 2025	Requests Carried Over that are Beyond Legislated Timelines as of March 31, 2025	Total
Received in 2024-25	4	2	6
Received in 2023-24	0	23	23
Received in 2022-23	0	1	1
Received in 2021-22	0	1	1
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	2	2
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17	0	0	0
Received in 2015-16 or earlier	0	0	0
Total	4	29	33

Row 11, Col. 3 of Section 1.1 must equal Row 7, Col. 1 of Section 1.1 of the
2024-25 Statistical Report on the Access to Information Act

1.2 Active complaints with the Information Commissioner of Canada, broken down by reporting period received

Reporting Period Active Complaints Were Received by Institution	Number of Active Complaints
Received in 2024-25	1
Received in 2023-24	1
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17	0
Received in 2015-16 or earlier	0
Total	2

Section 2: Requests Carried Over and Active Complaints Under the Privacy Act

2.1 Requests carried over to next reporting period, broken down by reporting period received

Reporting Period Requests Carried Over Were Received	Requests Carried Over that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2025	Requests Carried Over that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2025	Total
Received in 2024-25	0	3	3
Received in 2023-24	0	0	0
Received in 2022-23	0	0	0
Received in 2021-22	0	0	0
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	0	0
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17	0	0	0
Received in 2015-16 or earlier	0	0	0
Total	0	3	3

Row 11, Col. 3 of Section 2.1 must equal Row 7, Col. 1 of Section 1.1 of the 2024-25 Statistical Report on the Privacy Act

2.2 Active complaints with the Privacy Commissioner of Canada, broken down by reporting period received

Reporting Period Active Complaints Were Received by Institution	Number of Active Complaints
Received in 2024-25	0
Received in 2023-24	0
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17	0
Received in 2015-16 or earlier	0
Total	0

Section 3: Social Insurance Number

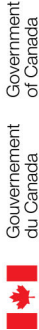
Has your institution begun a new collection or a new consistent use of the SIN in 2024-25?	No
--	----

Section 4: Universal Access under the Privacy Act

How many requests were received from foreign nationals outside of Canada in 2024-25?	0
--	---

Row 1, Col. 1 of Section 4 must be equal to or less than Row 1, Col. 1 of Section 1.1 of the 2024-25 Statistical Report on the *Privacy Act*





Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 2024-04-01 au 2025-03-31

Section 1 : Demandes reportées et plaintes actives en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Demandes reportées à la prochaine période d'établissement de rapports, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les demandes reportées ont été reçues	Demandes reportées dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2025	Demandes reportées dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2025	Total
Reçues en 2024-2025	4	2	6
Reçues en 2023-2024	0	23	23
Reçues en 2022-2023	0	1	1
Reçues en 2021-2022	0	1	1
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	2	2
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0	0	0
Total	4	29	33

Rangée 11, col. 3 de la section 1.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information 2024-2025

1.2 Plaintes actives auprès du Commissaire à l'information du Canada, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les plaintes actives ont été reçues par l'institution	Nombre de plaintes actives
Reçues en 2024-2025	1
Reçues en 2023-2024	1
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0
Total	2

Section 2 : Demandes reportées et plaintes actives en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

2.1 Demandes reportées à la prochaine période d'établissement de rapports, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les demandes reportées ont été reçues	Demandes reportées dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2025	Demandes reportées dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2025	Total
Reçues en 2024-2025	0	3	3
Reçues en 2023-2024	0	0	0
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	3	3

Rangée 11, col. 3 de la section 2.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2024-2025

2.2 Plaintes actives auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les plaintes actives ont été reçues par l'institution	Nombre de plaintes actives
Reçues en 2024-2025	0
Reçues en 2023-2024	0
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0
Total	0

Section 3: Numéro d'assurance social

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2024-2025?	Non
--	-----

Section 4: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers en dehors du Canada en 2024-2025?	0
---	---

Rangée 1, col. 1 de la section 4 doit être égale ou inférieure à la rangée 1, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique
Loi sur la protection des renseignements personnels 2024-2025



Annex B Delegation Order

Annexe B Ordonnance de délégation



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Delegation of Authority pursuant to the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to subsection 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and subsection 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying those positions on an acting basis, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 31st day of July 2023.

Tracy Sletto
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act (ATIA) and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, People and Workforce	Full authority	Full authority
Vice-President, Secretary of the Commission	Full authority	Full authority
Vice-President, Communications and Engagement	Full authority	Full authority
Director, Open Government	Full authority	Full authority
Group Leader, ATIP	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	Section 15 of the PA



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 31 juillet 2023.

Tracy Sletto
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information (LAI) et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, personnel et de soutien aux effectifs	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président et secrétaire de la Commission	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, communications et de la mobilisation	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, Gouvernement ouvert	Autorité absolue	Autorité absolue
Chef de groupe, gestion des données et de l'information	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Section 15 de LPRP